



ISSN NO. 2320-5407

Journal Homepage: - www.journalijar.com



Article DOI: 10.21474/IJAR01/16965

DOI URL: http://dx.doi.org/10.21474/IJAR01/16965

RESEARCH ARTICLE**L'EXODE DES JEUNES HOMMES EN CASAMANCE DANS LE SUD DU SÉNÉGAL****Abdoulaye Ngom¹ and Jeanne Heurtault²**¹Enseignant-Chercheur, Université Assane Seck de Ziguinchor, Laboratoire de Recherche en Sciences Économiques et Sociales (LARSES), Sénégal.²Chercheuse Indépendante en Anthropologie Sociale, Diplômée en Ethnologie et Anthropologie Sociale à l'EHESS de Paris, France.**Manuscript Info****Abstract****Manuscript History**

Received: 22 March 2023

Final Accepted: 25 April 2023

Published: May 2023

Key words:-

Exodus, Irregular Emigration, Youth, French Development/Humanitarian Association, Diobakane

From the village of Diobakane (Casamance, Senegal), young men plan to travel to Western Europe in search of work that will allow them to support themselves and their families, as well as gain social prestige. The French association AmDiobaka is trying to slow down this exodus phenomenon through the activity of permaculture. What are the factors that push these young people to leave their village ? Based on a series of interviews and long-term observations in the village of Diobakane, the article will attempt to answer these questions.

Copy Right, IJAR, 2023,. All rights reserved.

Introduction

Pour de jeunes sénégalais n'ayant pas le privilège d'emprunter la voie régulière de la migration vers l'Europe (Ngom, 2017 ; Heurtault, 2021), les voies maritimes et/ou terrestres irrégulières semblent être l'une des portes de sortie envisagées. En effet, face aux chances restreintes d'obtenir le visa pour quitter le continent africain, ceux-ci s'aventurent dans l'océan, embarquent à bord de pirogues depuis les côtes sénégalaises et gambiennes, ou prennent les routes (bus, voiture ou à pied) en direction de la Libye et du Maroc. Plus de soixante jeunes de Diobakane ont déjà tenté de rejoindre l'espace Schengen depuis 2006¹.

À l'échelle du village de Diobakane, cela correspond à un peu plus de 2 % des près de 2 000 jeunes âgés de 15 à 40 ans, ce qui représente environ 60% de sa population totale composée de pas loin de 4000 habitants². Le village de Diobakane à l'instar d'autres localités du Sénégal, est un lieu de départ pour des candidats à l'émigration irrégulière vers l'Europe. L'association française AmDiobaka (anciennement FIER) implantée dans le village depuis les années 2000, agit en faveur de son « développement ». Depuis 2017, elle tente de limiter le phénomène d'exode des jeunes par l'activité de la permaculture³ notamment, un type d'agriculture qui se veut durable, basé entre autres méthodes,

¹Cette date correspond à une conjoncture de crise économique au Sénégal et dans d'autres parties du globe, de retour de l'épidémie de choléra, de l'augmentation du prix du riz et du nombre de départs en pirogue. C'est également l'année du premier départ d'un jeune du village par l'immigration irrégulière.

²Recensement de la mairie de Tabakane dont dépend entre autres villages, Diobakane.

³La permaculture est un principe dont le terme est issu de la contraction en anglais de « permanent agriculture », soit « l'agriculture permanente » en français. Ce concept est fondé dans les années 1970, par deux Australiens : Bill Mollison et David Holmgren, qu'ils définissent comme « une démarche de conception éthique visant à construire des

sur l'observation des écosystèmes et de l'environnement. Ces jeunes sont des hommes célibataires sans enfants, âgés de 17 à 35 ans. Ils sont nés et/ou ont grandi à Diobakane (certains viennent d'un village voisin ou de villes gambiennes). Ils ont quitté leur cursus scolaire en classe de collège le plus souvent, et de lycée plus rarement ; ils sont alors considérés en « échec scolaire ». Ils sont pour la plupart issus de familles d'agriculteurs mais pas uniquement ; certains ont des activités qui ont trait à l'éducation et à la santé. Ils n'ont encore jamais quitté le village de manière prolongée (plus de quelques mois) et vivent pour la plupart sur le site de l'association. Après avoir décliné la démarche méthodologique et la présentation de la zone d'étude, nous examinerons dans un premier temps les facteurs qui sont à l'origine des départs depuis le village de Diobakane. Nous analyserons, dans un second temps, les stratégies de lutte contre l'exode des jeunes à travers l'association AmDiobaka.

Démarche Méthodologique

Cet article s'appuie sur les résultats d'une série d'enquêtes effectuées à Diobakane entre janvier et juillet 2021, à intervalle de temps plus ou moins régulier. Nous avons réalisé au total une soixantaine d'entretiens avec des enquêtés hommes essentiellement, aux profils sociologiques variés. Ce travail combine différentes techniques de collecte de données de nature qualitative : récits de vie, récits de vie croisés, entretiens semi-directifs et observations directes. Dès le début de notre recherche, une approche basée essentiellement sur le discours et la description dense (Geertz, 1998) des pratiques, paraissait plus appropriée concernant notre objet d'étude. Nous avons réalisé des entretiens individuels lorsqu'ils étaient formels, collectifs et individuels lorsqu'ils étaient informels. Nous avons eu accès à des discours davantage construits lorsque les entretiens étaient formels, et avons récolté des données plus riches d'informations lorsqu'ils étaient informels. La photographie et le dictaphone du téléphone portable combinés à la prise de notes du carnet de terrain, ont été les outils privilégiés de l'ethnographie. Les notes écrites nous ont permis de recueillir des informations ayant trait à la communication non verbale. Nous avons procédé par « observation participante » en prenant part à certaines tâches du quotidien avec les enquêtés : cuisine, ménage, permaculture, courses, entretien du poulailler. Nous avons participé aux discussions lorsque celles-ci étaient en français et avons appris le manding, la langue d'échange principale des enquêtés. Nous avons eu recours à différents traducteurs lorsque les locuteurs s'exprimaient en manding exclusivement. La population ainsi que le terrain se sont dessinés au fur et à mesure de l'avancée de la recherche portant a priori sur les facteurs d'exode à l'échelle du village chez des jeunes de retour de migration. Étant logés sur le site de AmDiobaka, nous avons un accès privilégié à un groupe restreint d'individus participant aux activités de l'association. Parmi eux, plusieurs nous partageaient le désir de se rendre en Europe. C'est ainsi que l'association est devenue notre terrain d'enquête, les projets de migration vers l'Europe notre objet d'étude, et les jeunes de l'association les principaux enquêtés. Les six mois que nous avons passés au sein de l'association nous ont menés à une longue immersion de terrain. Nous avons pu prendre le temps de recueillir des données fines grâce notamment aux liens de confiance que nous avons tissés avec certains enquêtés. Nous avons investi certaines relations davantage que d'autres par accessibilité à la langue française, par besoin de l'enquête, ou encore par affinité. Nous avons ainsi passé du temps en individuel avec certains enquêtés qui nous ont enseigné le manding.

Présentation de la zone d'étude

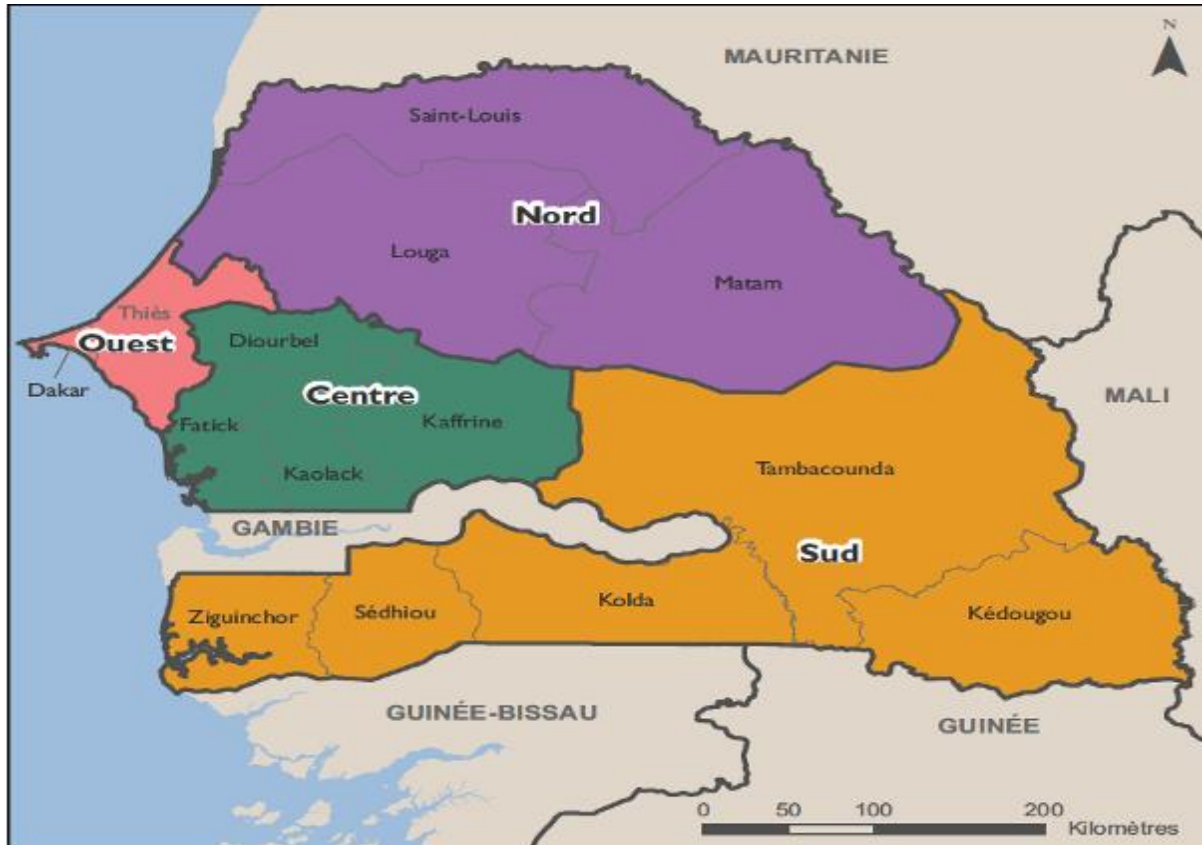
Diobakane, village de brousse enclavé, se situe dans la partie « basse » de la région de Casamance, elle-même localisée dans la partie sud du pays, à quelques kilomètres au sud de la frontière gambienne. Sa végétation est à la fois dense et diversifiée, ce qui lui vaut parfois le nom de « verte Casamance ». Essentiellement composé du fleuve Casamance et de l'affluent le Soungrougrou, le réseau hydrographique est estimé à deux cent quatre-vingts (280) millions de m³ d'eau par année. Il est relativement important et évolue d'année en année. La région est caractérisée par un climat de type soudanien avec une saison des pluies assez longue offrant régulièrement des foyers orageux pouvant s'étaler de mai à octobre. Ainsi, par rapport aux autres régions du Sénégal, la pluviométrie est plus importante et dure beaucoup plus longtemps dans cette partie du pays, favorisant du coup de bonnes récoltes, d'où sa désignation dans la région comme l'un des « greniers du Sénégal ». En effet, elle fournit la quasi-totalité de la production de fruits consommés dans le pays (mangues, oranges, maad⁴, bananes, noix de cajou, etc.). Quant au relief, il est relativement plat avec une

habitats humains durables en imitant le fonctionnement de la nature ». Le dictionnaire d'agroécologie « Dico AE » en ligne sur internet, décrit la permaculture comme : « Un système de culture intégré et évolutif s'inspirant des écosystèmes naturels [...] une démarche éthique et une philosophie qui s'appuient sur trois piliers : prendre soin de la Terre, prendre soin des humains et partager équitablement les ressources » <https://dicoagroecologie.fr/encyclopedie/permaculture/>

⁴*Saba senegalensis*, made, ou encore arbre à serpent. Espèce de liane ligneuse à vrilles et à latex.

forte domination des plateaux dans la quasi-totalité de la région. Les principaux types de sol qu'on y trouve sont entre autres les sols hydromorphes, acidifiés, salés, ferrugineux... Les sols hydromorphes présentent une importance relative dans la mesure où ils sont favorables à la riziculture, au maraîchage et à certaines activités de subsistance. Ils sont aussi à l'origine de l'impressionnante quantité d'arbres fruitiers présents dans toute l'étendue de la « verte Casamance ». La région offre en plus une belle verdure avec un paysage qui tient en haleine tout visiteur, étranger ou résident. De grands et gigantesques arbres surplombent le paysage forestier qui n'a rien à envier aux autres forêts tropicales de la sous-région et de l'Afrique en général (Ngom, 2020). A Diobakane, l'activité maraîchère tient une place importante. Pour cause, elle est source de revenus de nombre de femmes essentiellement, et d'hommes dans une plus faible mesure.

Carte 1 : Carte du Sénégal



Source: Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie, 2014.

Résultats et Discussion

Les facteurs à l'origine des départs vers l'Europe

Un exode à plusieurs visages

Les facteurs d'exode de jeunes de Diobakane sont multidimensionnels. Les raisons qui justifient les départs de ces « candidats à la migration » (Ngom, 2018) sont exprimées d'après une volonté de participer à l'économie familiale. Ces jeunes désireux de partir, ne parvenant pas à remplir le rôle qu'ils s'assignent vis-à-vis des familles - et vice versa - tournent leurs regards et leurs espoirs vers l'Europe. A cet égard, cet espace représente selon eux un eldorado économique, une sorte de « dépositaire des attributs du prestige » (Fourquet, 2007). Il est intéressant de souligner l'aspect évolutif de l'exode rural à Diobakane. En effet, dans le village les destinations se seraient déplacées au fil du temps : le phénomène migratoire serait passé d'une échelle nationale à une échelle transnationale, d'après Kader, l'adjoint au chef du village de Diobakane⁵. Ce sexagénaire est né et a grandi à Diobakane. Il quitte le village pour faire ses études universitaires à Dakar, puis revient s'y installer et fonde sa famille. Il nous apprend que durant son enfance, si le phénomène de l'exode rural était déjà présent à Diobakane, il n'avait pas le même visage qu'aujourd'hui :

« Parce que là l'exode était plutôt saisonnier, ils [les migrants] le faisaient par saison, à la saison sèche. Comme les jeunes n'ont rien à faire au niveau du village, parce qu'à ce temps-là, l'activité principale-là, était l'agriculture [...] les jeunes préféraient aller vers les villes pour se procurer un peu d'argent et venir soutenir les familles, et peut être dans leurs besoins vestimentaires, les jeunes allaient vers les villes [...] comme à Dakar, Ziguinchor un peu partout. [...] Maintenant, à l'heure où nous sommes, l'exode a pris une nouvelle tournure. C'est surtout la tournure d'aller très loin jusqu'en Europe, et auparavant, c'était au Sénégal, l'exode se limitait, c'était entre les villes, mais aujourd'hui c'est devenu continental. Alors cet exode continental, ça, c'est là où, parce que l'autre exode a beaucoup, beaucoup, beaucoup moins de dangers que celui que nous vivons aujourd'hui ».

L'exode aurait changé d'échelle au cours de ces soixante-dix dernières années, passant d'une émigration cantonnée aux frontières du Sénégal, à une émigration s'affranchissant de ces dernières. L'une des grandes différences réside dans le danger que représente l'émigration d'aujourd'hui, comparé à celle d'hier. Les causes de ces migrations vers l'Europe dont parle cet adjoint, peuvent être comprises en partie à travers une explication que donne Paul, le président d'AmDiobaka⁶ :

« En 2008 y'a eu un événement mondial qui s'est passé, en fait y'a eu un crash boursier [...] alors y'a eu deux événements économiques : y'a eu la Société Générale qui est une grosse banque mondiale et qui a sa banque au Sénégal, en Afrique de l'ouest [...] qui a perdu en une nuit à la bourse, plus de 5 milliards de dollars. Ça a été un truc de ouf quoi. Y'a eu l'affaire Kerviel⁷ et [...] y'a beaucoup de personnes qui ont retiré leur argent des banques, et ça a fait un gros crash en fait mondial [...] y'a eu le choléra en 2008 pendant la saison des pluies, et en parallèle du coup à cause de la crise, le sac de riz il a doublé de prix. Et ça a été super violent pour les gens ici qui ne comprenaient pas pourquoi cette crise-là qui les touchaient pas du tout, en fait faisait que tous les cours mondiaux de plein de marchandises [...] ont explosé [...]. C'est vraiment là que y'a eu une recrudescence des départs en pirogue dont ici, on a perdu Yaya Konaté le frère de Pipa, Pipa l'électricien qui était reparti. Il était déjà parti en 2006 mais dans un camion frigorifique et là, qui est reparti en pirogue. »

Nous saisissons à travers ce passage de quelles manières les migrations depuis Diobakane sont en lien avec la mondialisation des flux de capitaux. Pour tenter de se rendre compte de la situation économique dans le pays, en 2008 le salaire mensuel d'un travailleur moyen (non-fonctionnaire) au Sénégal est de 40000FCFA⁸ (environ 62€). Il permet d'acheter un sac de riz de 50 kg (dont le coût s'élève habituellement à 25000FCFA, soit environ 38€), ainsi que de

⁵Issu de la lignée de la chefferie, il est le petit-fils de l'ancien chef du village. Ayant fait des études supérieures (1986-1993), il servait d'interprète à son grand-père auprès des autorités : « Comme ceux-là souvent ils parlent français et que le chef lui il ne parle pas français ».

⁶Les noms des enquêtés ont tous été modifiés dans un souci d'anonymat.

⁷Trader de la banque Société générale, il est accusé en 2008 d'avoir fait perdre des milliards d'euros à celle-ci.

⁸Communauté financière d'Afrique. Le FCFA est un héritage direct de la colonisation française du Sénégal et de 13 autres pays d'Afrique de l'ouest et centrale, faisant partie de la zone géographique « zone franc » : Bénin, Togo, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Cameroun, République du Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine, Tchad.

payer le transport pour se rendre à son lieu de travail, indique à nouveau Paul.

Si le changement d'échelle de l'exode depuis Diobakane est une réalité, l'émigration vers les villes ne s'est pas pour autant arrêtée. Bien que l'exode rural persiste aujourd'hui, on assiste à un retour temporaire d'un nombre important de jeunes vers les villages sénégalais durant les Navétanes, la « saison des pluies » en wolof (langue nationale du Sénégal⁹). Pour cette occasion annuelle, les jeunes installés dans les villes retournent dans leur village natal. Ils participent aux travaux des champs avec leur famille durant toute la période (de juin à septembre environ). Cette saison des pluies est propice à différents types de cultures : riz, arachide, etc., ce qui demande une main d'œuvre supplémentaire comparativement au reste de l'année. A Diobakane, des tournois de football sont organisés et les Associations sportives et culturelles (ASC) s'affrontent sur le sable des terrains de la zone (Diobakane et les villages alentours). Cette période correspond également aux vacances scolaires.

« Durant les grandes vacances les campagnes aussi sont bourrées de jeunes. Parce que ce qui les retenait un peu ici aussi ce sont les activités Navétanes [...] les jeunes [...] quittent Ziguinchor pour aller à Dakar, pendant l'hivernage (saison des pluies) vont aux activités de circoncision, de kankourang (esprit de la brousse) [...] tout natif de Ziguinchor durant cette période, a envie de revenir vivre ces activités. C'est comme ici aussi pendant les Navétanes, tout ce qu'il se passait pendant l'hivernage, comme les jeux et autres, tous ceux qui y vont, aiment revenir pour vivre ces jeux-là » (Adjoint au chef du village, extrait d'entretien, 2021).

Les Navétanes et les activités culturelles participent au repeuplement des villages le temps des travaux champêtres et des rencontres sportives et amènent à des mouvements inverses de population vis-à-vis de l'exode rural (des villes vers la brousse).

L'impact de la pandémie de la COVID-19 sur le marché de l'emploi peut également être mobilisé pour comprendre les causes actuelles des départs. Pour les jeunes du village, durant cette période, s'ouvre une nouvelle voie de passage vers l'Europe : des départs au Maroc par avion et par la voie piroguière. Abdoulaye Alassane Ba et Abdoulaye Ngom (2022) rappellent dans ce sens que le vendredi 23 octobre 2020, en plein rebond des vagues de contamination de la COVID-19 en Europe, le Sénégal connut une grande tragédie : l'explosion d'un moteur d'une embarcation transportant des candidats à la migration vers l'Espagne, au large de Mbour. Bravant vents et marées, ces derniers dont le nombre n'est pas encore précisé ont suivi la voie clandestine pour atteindre les Îles Canaries (Espagne), à la recherche de meilleures conditions de vie. Comme chez une pléiade de migrants aventuriers qui les ont précédés dans ce périple périlleux, les choses ne se sont pas passées comme ils le voulaient : la mer qu'ils ont empruntée comme voie s'est avérée être leur cimetière.

En effet, depuis la fin de l'année 2020 et jusqu'à l'achèvement de notre terrain (juillet 2021), environ six jeunes ont été envoyés par un même passeur en Casamance. Ils sont partis par la même voie et se retrouvent pour la plupart dans le même logement. Nous saisissons dans quelle mesure les migrations depuis le village de Diobakane s'inscrivent dans un contexte économique globalisé et comment les échelles de mobilité se déplacent. Les politiques migratoires européennes, acceptées et appliquées par les gouvernements des pays de départ et de transit, sont un autre élément du puzzle, qui impacte les parcours des candidats à l'émigration. Elles les amènent à emprunter des voies de circulation indirectes, devenues illégales.

Externalisation des politiques migratoires européennes

Les facteurs déterminants des projets migratoires par voies dites régulières et/ou irrégulières, ou encore légales et/ou illégales vers l'Europe sont de divers ordres. Nous employons ces catégories en rapport à leur cadre construit, normé et imposé par les politiques migratoires. À partir des années 1990, les gouvernements européens réforment de manière progressive, leurs politiques en matière d'asile, prémices d'une « externalisation des politiques d'asile et d'immigration », dont le terme est employé à partir du début des années 2000. D'après Claire Rodier, juriste au GISTI (Groupe d'information et de soutien des immigrés) et co-fondatrice du réseau euro-africain « Migreurop », l'externalisation désigne : « Un processus qui consiste, pour l'Union européenne, à effectuer ou à sous-traiter hors de son territoire une partie du contrôle de ses frontières » (Rodier, 2008). C'est en fait, selon cette même autrice, une « logique de déresponsabilisation » de la part de l'Europe. En effet, en donnant au pays de départ ou de transit, le rôle de gérer les flux de migrants, l'Europe les expose en fait « à de mauvais traitements et s'expose elle-même [...] au

⁹Elle est instituée par Léopold Sédar Senghor, premier président sénégalais (1960-1980).

reniement de ces principes » (Ibid.). Ces « principes » qu'évoque l'auteur, se réfèrent au devoir des États membres de l'UE (Union européenne) de respecter la Convention de Genève relative au statut des réfugiés, qu'elle a alors ratifiée en 1951 (la Libye quant à elle, n'est pas signataire de la Convention). Dans les faits, ces contrôles de flux migratoires sont réalisés par les ambassades des États européens situés dans les pays de départ ou de transit, ainsi que par l'agence « Frontex » qui met en place des patrouilles, « navires et hélicoptères de guerre » (Grégoire, 2008) afin de gérer les déplacements, « intercepter et faire rebrousser chemin aux bateaux soupçonnés de transporter des migrants avant qu'ils n'entrent dans les eaux territoriales européennes » (Ibid.). Ces politiques migratoires permettent ainsi de gérer à distance les flux de migrants et dans un même mouvement, de criminaliser ces derniers et leurs passeurs avec : « Dans plusieurs pays, comme le Sénégal ou le Maroc, la loi fait de « l'émigration illégale » un délit, épargnant aux États membres de l'Union européenne la tâche de gérer l'arrivée des migrants à leurs frontières, puisque ceux-ci sont interdits de départ » (Rodier, 2008). L'ambassade de France au Sénégal, accorde ou non des visas, permettant de quitter légalement le pays et de venir séjourner hors de ces frontières (hors continent). Les conditions nécessaires à remplir sont multiples et représentent un coût financier plus ou moins élevé, selon le candidat à l'émigration et sa famille - cette dernière participant souvent au financement du voyage. Le prix d'un visa qui s'élevait auparavant à 60€ (environ 38000FCFA) a augmenté à partir de 2020 : « Le coût du visa Schengen a été porté à 80€ (environ 51000FCFA) depuis la révision du code communautaire des visas en février 2020 »¹⁰, d'après le Rapport d'information à l'Assemblée nationale du 12 janvier 2021, relatif à la délivrance des visas. « L'UE a par ailleurs autorisé une hausse des frais de service exceptionnelle pour compenser la perte de revenus des prestataires sous l'effet de la crise sanitaire » (Ibid.). Il faut alors désormais ajouter les frais dits « frais de services », pouvant s'élever à 40€ par dossier depuis 2020 (environ 25000FCFA). À ces dépenses, il faut additionner le coût des impressions des divers papiers demandés ; le(s) déplacement(s) jusqu'à l'ambassade de France à Dakar et à l'intérieur de la ville ; le prix du test COVID depuis 2020 (25000FCFA, environ 38€), sans compter le temps imparti pour effectuer toutes ces démarches. Un déplacement aller-retour en voiture collective « 7 places » (transport en commun) depuis Diobakane jusqu'à Dakar, s'élève à 16000 FCFA (environ 24€) et le temps passé à une quinzaine d'heures en moyenne.

Ogo est né et a grandi à Diobakane. Il est âgé d'environ 35 ans. Il vit dans le village chez différentes familles. Il arrête l'école au collège et s'oriente vers une formation professionnelle, qu'il quitte avant sa fin. En 2014, il se rend au Maroc par avion, dans l'espoir de prendre la pirogue pour l'Europe. Il n'y parvient pas et abandonne finalement cette idée. Il quitte l'Afrique du Nord et retourne vivre à Diobakane à partir de 2020.

« Parce que moi je trouve que ça c'est la politique de l'Europe quoi. Ils le font croire que ce qu'on est en train de faire c'est illégal parce que ça ne les arrange pas et que y'a d'autres migrants qui partent de l'Afrique. Afrique, Afrique, Afrique, Afrique ! Why they don't condemn that ? They condemn migrant from Africa to Europe ? Because they don't want people to enter and they come to illegally, you understand ? That's why they criminalise [Trad : Pourquoi est-ce qu'ils ne condamnent pas ça ? Ils condamnent les migrants qui viennent d'Afrique jusqu'en Europe ? Parce qu'ils ne veulent pas que les gens entrent et qu'ils viennent illégalement, tu comprends ? C'est pourquoi ils criminalisent. Mais pourquoi pas criminaliser des Africains qui voyagent d'Afrique en Afrique, [en] Afrique subsaharienne ? Y'a des gens qui partent en Guinée équatoriale, y'a des gens qui partent en Angola et [...] leur voyage est encore plus périlleux que le nôtre [...] mais pourquoi ils ne lèvent pas la voie sur ça ? Bah parce que quand c'est l'Europe ça dérange, mais quand c'est l'Afrique on ne parle pas, on reste bouche bée, est-ce que tu comprends ? La justice dans tout ça ? Parce que je te dis une chose Jeanne, tant que y'a la Françafrique l'immigration va continuer, ouais, tant que y'a des entreprises occidentales, la France, surtout la France, ils viennent dans notre pays, pillent nos ressources naturelles ».

Depuis 2005, le Sénégal condamne les personnes empruntant des passages illégaux, à cinq à dix ans d'emprisonnement, ainsi qu'à payer une amende s'élevant de 1 à 5000000FCFA (environ 1550 à 7750€). Si officiellement, l'externalisation des politiques migratoires a pour objectif de protéger les candidats à la migration, en réalité on assiste davantage à une manière de limiter les arrivées d'individus jugés « indésirables » sur le sol européen.

¹⁰Rapport d'information à l'Assemblée nationale, du 12 janvier 2021, déposé par la commission des affaires étrangères, en conclusion des travaux d'une mission flash constituée le 8 janvier 2020, sur la politique des visas (https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion_afetr/115b3728_rapport-information).

L'Europe ou le mythe de l'Eldorado.

Le « matériel » comme source de prestige social

Posséder une « belle maison »

À notre question de savoir ce que signifie le fait de posséder une belle maison, Tamba un jeune candidat au départ répond :

« Posséder une maison en ciment et tu as tout carrelé, tu as tout dedans : télévision, tout, tu vois, et hum, ouais vous vivez bien. Ta mère qui va tout le temps récupérer de l'argent parce que son fils lui envoie de l'argent tu vois, voilà quoi, avoir une maison en ciment n'est pas facile parce que ça coûte cher. »

D'après les propos de cet enquêté, posséder une belle maison renvoie à l'idée de réussite économique, puisqu'il s'agit d'avoir la possibilité de financer les matériaux de construction dont le coût est élevé. Le matériel électronique, ici une télévision, tient une place importante dans la maison. Kader, l'adjoint au chef du village explique à ce propos :

« Bon, une belle maison c'est, tu construis une maison, parce que même là, les gens leur disent, même si c'est une maison en banco¹¹, c'est le meilleur mur que nous pouvons avoir ici sur le plan de la sécurité, sur le plan de la température [...] qui ne secrète pas de chaleur [...] le mur-là résiste bien [plus] que les murs en ciment [...]. [En mettant] tout le nécessaire qu'il faut embellir ta maison, cette maison a beaucoup plus de considération. »

Nous questionnons cet homme sur les représentations sociales de la maison au Sénégal, notamment, sur ce que signifie socialement le fait de posséder une maison. Il nous apprend à ce sujet que :

« Aujourd'hui la première des choses, la première valeur pour les gens ici, [...] y'a même un adage africain qui le dit : « Avant de connaître un ami il faut aller jusqu'à chez lui ».

« Alors tu trouves un ami que tu rencontres dans la rue, il te parle bien, il te semble être un bon personnage, qui a tout, alors automatiquement tu te dis que ce type voilà, on va chez lui, et on trouve que peut-être qu'il est dans une cabane, malpropre, ainsi de suite. Alors quand on rencontre [quelqu'un] dans la rue qui n'est même pas bien sapé, alors tu vas chez lui, tu trouves une belle maison qu'il a construit pour lui-même, alors automatiquement tu as beaucoup plus de respect pour cette personne qui a construit cette belle maison, qui vit dans une belle maison, que cette personne-là qui est bien sapée et qui est en train de tenir un bon discours et de manier le discours, alors tu as beaucoup plus de respect pour lui que [pour] l'autre. » « Une maison avec étage, pour que les gens disent c'est la maison de [Kader], ça constitue une classe pour moi aussi, que les gens viennent me trouvent dans une belle maison, dans une belle villa, c'est important pour, surtout dans la société alors automatiquement tu vas voir que la société va me respecter. »

Nous comprenons dans quelle mesure posséder une maison permet d'accéder à un certain prestige social auprès de l'Autre. Les représentations que Djibril, un autre candidat à l'émigration se fait d'une belle maison, sont davantage portées sur les objets qu'elle contient :

« Construire une jolie maison, tu mets là-bas la télé le frigo, pour avoir le respect » ; « Tu as tout là-bas, si quelqu'un entre là-bas il va dire : « Oh, Djibril il a une belle maison ! ».

Si le projet de maison est destiné à sa famille, le fait de posséder cette « belle maison » confère à Djibril une forme de prestige social par le respect qu'il pense acquérir auprès d'autres individus. Nous lui demandons alors la raison pour laquelle il est si important à ses yeux qu'on pense qu'il possède « tout ce qu'il faut ». Il explique qu'ainsi l'envie viendra à d'autres de travailler à leur tour, afin de financer la construction d'une maison.

Posséder une voiture

Nous interrogeons Tamba sur son rapport aux voitures, afin de comprendre l'enjeu existant derrière le fait de posséder une « belle voiture », ainsi qu'il le soutient :

« Ben ici si tu as une belle voiture, même si tu n'as rien les gens pensent que tu es bien. Ici c'est différent que l'Europe. Ici les gens ils vont aller en Europe parce qu'ici y'a rien. »

Posséder une belle voiture, conférerait un certain prestige social à son propriétaire. En revanche, ne pas en disposer reviendrait à ne rien posséder. Tamba poursuit en expliquant qu'il connaît des habitants de Diobakane partis vivre en

¹¹Matériau de construction composé de terre et de paille.

Europe. Depuis, ils font depuis des allers-retours au village. Lorsqu'ils reviennent, ceux-ci « vivent bien », dit-il. Nous lui demandons alors de préciser ce que signifie pour lui « bien vivre », à quoi il rétorque :

« Ben des gens qui reviennent, qui montrent qu'ils ont de l'argent. S'ils n'ont pas de l'argent, ils ne vont pas revenir ici, parce qu'ils ont forcément de l'argent pour pouvoir payer l'avion et revenir, repartir. Et ils font des trucs ici. Ils font des belles constructions, tu vois, et je connais un mec [...] il a construit une maison pour sa femme, sa famille, son père, et il a acheté un campement à côté [...] il roule des belles voitures, il est tout le temps, il porte les habits qu'il veut quoi tu vois. C'est son frère qui est en Europe. C'est un footballeur. »

La mobilité entre l'Europe et le Sénégal est un premier indice qui permet aux autres de juger que la personne de retour possède de l'argent. Un deuxième indice est perceptible à travers différents objets qu'elle rapporte, construit ou achète : habits, maison, voiture. Le dernier élément représente une forme de liberté du fait de pouvoir porter ce qu'elle désire ou encore, autant d'habits qu'elle le souhaite. L'objet matériel devient alors objet symbolique : un objet de prestige social.

« Bah parce que nous c'est notre imagination. On est des villageois, si on a même des petites mobylettes, putain, il est le premier à avoir la mobylette quoi. Et si un jour tu donnes une petite mobylette à ton fils putain, je n'ai pas dit moi mais y'a des gens [...] ils sont tellement jaloux, que c'est eux qui ont ça quoi, parce que c'est la vie des villageois quoi tu vois. »

Puis, il nous fournit un second exemple, celui de la korité (cérémonie marquant la fin du jeûne du ramadan) pour lequel les participants doivent acheter de nouveaux accessoires dont : des chaussures, des boubou (habits), « des pantalons avec body pour se rendre aux soirées dansantes », dit-il. La mère est le plus souvent celle qui achète les habits qui sont eux, financés par le père. Tamba poursuit en nous racontant que tous les autres jeunes ont des habits neufs, excepté lui. Cela l'amène à questionner sa propre mère qui ne lui achète pas de nouveaux vêtements. Il la cite : « Dans la vie il ne faut pas se comparer avec des autres, [elle a dit] toi tu sais bien que moi je n'ai pas les moyens ». Si aujourd'hui il n'est pas envieux de ce que les autres jeunes possèdent, c'est grâce à l'apprentissage de sa mère, confie-t-il :

« Toute ma génération, ils sont allés en Gambie ou bien à Kfati (ville proche de Diobakane) acheter des habits comme ça. Mais moi je m'en fous moi des fois si j'ai de l'argent, si y'a pas d'événement y'a rien, des fois je pense que je dois acheter des boubous. »

En plus de savoir que la migration a pour but de financer denrées alimentaires et objets matériels, elle induit un certain rapport entre les individus : le cadet souhaite faire mieux que son aîné. L'extrait d'entretien de Djibril qui suit illustre cette idée :

- « Moi je vois la différence. Lorsque mon frère il est parti en Espagne, il a construit la maison, il a acheté des chaises, il a acheté des carreaux, il a acheté du riz, lui il a tout fait, moi aussi je voulais faire mieux que lui [...]. Lui [son frère] veut que je l'attende. [...] Moi je voulais partir avant que lui il parte. Lui il a tenté de partir, il n'a pas pu, et il voulait partir une deuxième fois. Moi [...] je voulais partir avant que lui il parte. »

- « Pourquoi tu veux faire mieux que lui ? »

- « Dans mon rêve je voulais aider, si, je ne sais pas si je vais être, si j'ai l'argent, je voulais aider les talibés. »

Si la question de posséder des biens matériels est régulièrement présente dans les discours des enquêtés, Kader quant à lui nous fait part de son analyse :

« Mais aujourd'hui, l'exode qui a monté aussi, c'est surtout le matérialisme qui a poussé ces jeunes vers cet exode-là. À vrai dire, c'est souvent ça le matériel, les jeunes qui quittent ici, vont en Europe, souvent tout ce qu'ils rencontrent là-bas, ce n'est pas ce qui intéresse les jeunes. Ce qui les intéresse surtout, c'est le matériel qu'ils amènent. Tu peux être là avec un ami, vous vous donnez de la cigarette, toi-même tu achètes 100 francs de cigarettes, tu lui donnes, et s'il a aussi, il te donne. Mais des fois [celui qui] va en Europe, quand il revient, c'est lui qui te paye un paquet de cigarette. Et tu le vois venir soit avec une voiture, [soit] tu le vois construire une grande maison, [...] ça crée un rêve dans la tête des jeunes qui sont sur place. Alors ils se disent [...] certainement aussi, « moi je suis le soutien de famille, je suis le soutien de famille alors il me faut aller pour soutenir ma famille. Parce que tout ce matériel-là, moi aussi j'ai envie d'avoir ce matériel-là que le gars il a [...] moi aussi je dois faire tout pour avoir celui-là, voilà. [...] Ce qui fait

que la plupart de ceux qui font ce rêve, la plupart s'en vont, ils n'arrivent pas en Europe, ils sont échoués dans les eaux, ils restent dans les eaux et certains sont partis, on n'a pas de leurs nouvelles. »

« Peut-être qu'ici, [c'est] avoir la plus grande fortune qui les pousse à aller de l'autre côté.

Parce que à vrai dire, quand on prend l'exemple de Dicory [un jeune originaire du village qui s'est marié à une femme française et a eu un enfant avec elle] qui a quitté ici tout [être-] vient avec une bagnole, il est en train de circuler en bagnole et souvent il est là [...] il paye du thé pour les autres [...] cela crée une envie pour les autres [...]. »

Le retour des jeunes au village en possession d'objets - ici une voiture - qu'ils ont pu financer grâce à l'argent gagné en Europe, rendrait envieus ceux restés au village. Cette opulence d'objets ramenés « au pays » renvoie une certaine image de l'Europe et de ses possibles.

Des informations biaisées par des Sénégalais qui ont migré en Europe

Limane est né et a grandi à Diobakane. Il quitte le village pour suivre le secondaire, puis le lycée. Il s'inscrit ensuite à l'université Cheikh Anta Diop de Dakar en études de sciences économiques. Il en ressort diplômé. Aujourd'hui, il travaille en tant que commercial à la capitale et ne revient à Diobakane que très rarement.

Il relate que nombres de jeunes qui séjournent actuellement en Europe, renvoient une image faussée de ce qu'ils vivent réellement sur place, à travers notamment, des photographies postées sur des réseaux sociaux (« Facebook », etc.) ou envoyées via l'application téléphonique « WhatsApp ». Arrivant jusque dans les téléphones portables de ceux qui vivent loin des réalités européennes, ces clichés participent à la création des imaginaires de l'Europe et de ses possibles. Il nous raconte :

« C'est ça le problème. Ceux qui sont partis, parfois ne disent pas la vérité aux gens qui sont là, ils les encouragent même de partir. Parce que, la plupart du temps s'ils partent, ils vont partir au niveau des centres commerciaux, ils se font photographier là-bas. Ensuite ils envoient tout ça là, et ils ne vont jamais montrer là où ils travaillent, là où ils logent, est-ce que tu as vu ? Mais à chaque fois, ils vont partir dans des endroits chics comme ça, des centres commerciaux. Moi ce que je vois là, ils se font photographier jusqu'à envoyer des photos [...] en ce moment-là les jeunes qui sont là s'ils voient ça, ils vont croire que tout est rose là-bas. Une fois là-bas mon kay, ce n'est pas le cas. »

Nous saisissons ici tout le pouvoir de l'image et ce qu'il engendre au niveau des représentations de l'ailleurs. Nous nous demandons comment Limane, n'ayant jamais voyagé en Europe, a connaissance des situations que vivent les jeunes dont il parle. Nous le questionnons à ce sujet :

- « Comment tu le sais toi qu'ils vivent autre chose que ce qu'ils montrent sur les photos. »

- « Bon, parce que ceux qui sont là-bas, ceux qui sont partis, ils ne parviennent pas à faire quelque chose ici pour leurs parents, pour leur famille. Mais quand même, s'ils parviennent à gagner là-bas de l'argent, pour moi, mon kay, ils vont faire quelque chose pour là, pour leur famille ici, ils vont participer à tout ça. Mais y'a certains-là, ou bien certains de leurs frères-là [...] on dit que ces gars-là, ils ne font rien à la maison, à chaque fois on entend ça. »

Ogo nous parle d'un de ses amis qui a quitté Diobakane et qui vit actuellement en Europe. Selon lui, il ne se comporterait pas comme d'autres jeunes, car il ne mentirait pas sur ce qu'il vit en Europe :

« Y'a d'autres gens qui viennent ici, ils sont peut-être des gens qui partent en Europe, qui sont dans des 4/4, très bien habillés [...], ils sont toujours dans le luxe quoi. Mais Mor, en le voyant tu sais que le gars-là, il a envie de vivre, est-ce que tu comprends ? Il a envie de vivre quoi, il vit quoi, il ne triche pas [...]. Tu sais y'a beaucoup de gens qui viennent de l'Europe, ils font croire qu'ils ont des femmes qui sont de l'autre côté quoi. Mais lui, ça, c'est un gars qui est simple quoi. »

Intéressés de savoir comment Ogo a acquis toutes ces connaissances vis-à-vis de l'Europe, nous lui demandons par quels canaux il se renseigne :

« Parce que j'étais à l'école, je suis des informations et puis, on a des frères qui sont partis en Europe ou aux Etats-Unis, on a internet qui est là. Cela dit, le monde il n'est pas, ce n'est pas comme nous auparavant, les gens ils sont hyper informés maintenant via l'internet et puis quelqu'un qui quitte la France [...] la soirée il est à Diobakane, tout ça, ouais. » ; « Tous les réseaux sociaux, même les migrants qui voyagent ils sont hyper, ils sont toujours connectés. Et puis y'a « Messenger », « WhatsApp », « Wiles », « Signal », « Facebook », surtout « Facebook », ouais. »

Dans la locution « être parti à l'école », il faut comprendre l'acquisition du français, ce qui permet de suivre les informations transmises dans cette langue. La télévision est un média d'information important, permettant d'acquérir certaines connaissances sur le monde. Nous avons passé avec Ogo, plusieurs heures devant le poste de télévision, installés dans le salon de la maison où nous retrouvions pour réaliser les entretiens. Le poste qu'il allumait tournait continuellement :

« Au moins je sais que là-bas y'a la vie quoi. Même si on ne parle pas, tu sais ce que je t'ai dit les gens sont informés maintenant, oui, on voit ce qu'il se passe en Europe via internet et via les frères qui sont en Europe et qui viennent ici. Au moins tu sais que ces gens ils vivent dignement quoi, même si tu sais qu'ils ne sont pas millionnaires, ils ne vivent pas dans des châteaux quoi, mais les droits les plus élémentaires ils ont accès quoi, et c'est l'eau potable, électricité. S'ils tombent malades ils se soignent et ils ne crèvent pas de faim quoi, est-ce que tu comprends ? On a cette information. [...] Tu vois des gens qui viennent d'Europe tu sais que ces gens-là ils n'ont pas faim et puis s'ils tombent malades c'est leur droit de se soigner, et puis ils ont l'accès au soin, l'accès à l'eau potable, l'accès à l'électricité tout ça. Même s'ils ne travaillent pas y'a le social qui les assiste, mais nous ici même si tu travailles des millions et des millions et qu'un beau jour tu ne travailles pas, ça ce n'est pas le problème de l'État hein, ça c'est leur problème. Les gens veulent une garantie dans leur vie quoi. Parce que c'est l'argent qui fait migrer les gens quoi. Y'a d'autres qui sont là ils ont, ils ont des millions ici ils ont laissé leurs millions là, ils sont partis en Europe. Tu sais ce qu'ils cherchent ? Le bien-être et une garantie sociale qu'ils cherchent mais pas l'argent [...]. Parce qu'ils croient qu'ici y'a pas d'avenir, ouais, la corruption est là, nos gouvernements sont corrompus de la tête jusqu'au pied quoi. »

« Même si ce n'est pas facile, mais je te dis, en Europe, les droits humains sont respectés là-bas ! Est-ce que tu comprends ? Y'a des gens ils ont fait plus de vingt ans en Europe, ils n'ont pas de papier, est-ce que tu comprends ? Même s'ils n'ont pas de papier, s'ils sont malades, ils se soigneront, est-ce que tu comprends ? [...] Là-bas les droits humains sont respectés, ils ne sont pas bafoués quoi, même si les gouvernements essayent de les bafouer. Mais y'a les organisations non gouvernementales qui sont là, qui tiennent face au gouvernement qui leur dit : « Nan, ces gens-là il ne faut pas bafouer leurs droits, soit c'est des migrants mais c'est des humains, ils ont droit à ça, ils ont droit à ça, ils ont droit à ça ». Mais pourquoi ces gens-là qu'on entasse dans des bateaux et qu'ils envoient en Europe, s'ils arrivent là-bas, on prend soin d'eux ? Parce que ce sont leurs droits, est-ce que tu comprends ? C'est ça qui n'est pas en Afrique noire et dans le monde arabe. »

« Au moins là-bas, y'a des droits de l'homme qui sont appliqués quoi. Mais dans le monde arabe les droits ne sont pas respectés, ils ne sont pas appliqués, ils s'en fichent de ça. Mais en Europe au moins y'a les organisations non gouvernementales qui se battent pour le droit, est-ce que tu comprends ? En Europe l'intégration n'est pas difficile, ça prend du temps mais si tu, il faut que tu te mettes en règle les papiers, ils respectent les procédures hein, mais les Arabes, ils s'en foutent, toi tu es étranger. »

Il semblerait que dans le discours d'Ogo, s'opère une certaine confusion entre les citoyens français et les administrations (police, État). De plus, comparé à ce qu'il nomme « l'Afrique noire » et le « monde arabe », cet enquêteur perçoit l'Europe comme un espace où les droits humains sont respectés. Pour cela, il s'en réfère aux valeurs prônées par les États européens que ces derniers s'engagent à appliquer, bien que dans les faits, cela ne soit pas exactement le cas.

Ceci nous fait dire que les représentations qu'Ogo se fait de l'Europe sont généralisées à certains cas, où effectivement, des personnes migrantes se retrouvent prises en charge par certains organismes, à certaines étapes de leur migration. Mais qu'en est-il des parcours migratoires où nombre d'entre ces personnes rencontrent sur leur route emprisonnements (centres de rétentions), expulsions (OQTF, Obligation de quitter le territoire français), démantèlement et évacuation de camps de migrants, etc. ? Il le précise d'ailleurs indirectement en citant les organisations non gouvernementales accueillantes, venant répondre aux manquements des États européens en matière de prise en charge et d'accueil des personnes étrangères. Car en effet, nous pouvons nous demander si, dans le cas où les États respectaient pleinement leurs engagements, les associations auraient lieu d'exister ?

Thiawlo est né et a grandi à Diobakane. Dans les années 2000, il tente de se rendre en Europe par la pirogue depuis la Libye. Des personnes qui vivent sur ce continent lui auraient dit qu'il était possible de gagner sur place, jusqu'à 1200000FCFA (environ 2325€). Nous savons que ce salaire relativement élevé, correspondant à près au double du salaire minimum, soit le SMIC (Salaire minimum interprofessionnel de croissance), est en réalité très peu accessible

à tout un chacun. Nous comprenons à présent comment les images et les discours véhiculés par des Sénégalais installés en Europe participent à la construction des désirs de migrer chez des jeunes qui ne sont pas encore partis.

Dispositifs pour freiner l'exode par le biais associatif : l'exemple d'AmDiobaka **Présentation d'AmDiobaka**

AmDiobaka est une association française de loi 1901¹², créée en 2017. Son siège social se trouve en France. Elle est issue de la refonte dans les années 2010 de l'association FIER créée dans les années 2000. FIER, également association de loi 1901, a pour objectif de participer au développement de Diobakane. Elle met en place des activités en partenariat avec les habitants et des groupes déjà constitués localement : la transformation de produits locaux (confitures et séchage de fruits, fabrication de savon), un projet de pirogues motorisées, la construction d'un foyer socio-culturel¹³, une revue-thèque¹⁴ à l'école élémentaire, le rapprochement de deux maternités. Les actions au Sénégal sont financées via différents canaux : des dons mensuels d'adhérents, des dons d'associations françaises allant de 300 à 1000€, des dons de la Fondation de France (privés), des subventions publiques allouées par des collectivités territoriales (Département, Région) ainsi que par l'État afin de financer des voyages scolaires pour des lycées et collèges. Des fonds sont également générés par des actions réalisées en France telles que : des randonnées pédestres, la vente de produits transformés au Sénégal par l'association (poudre de moringa, savons), des sessions de percussion, des séances de visionnage d'un documentaire fiction réalisé sur Diobakane. Le site de l'association est implanté sur un terrain d'une superficie de 4 hectares environ, en marge du centre de Diobakane (1 kilomètre environ). Il est baptisé Ladioba.

D'après le site internet de FIER, celle-ci est décrite comme étant : « Une association qui par ses diverses actions ponctuelles et sa présence régulière sur le terrain soutient les projets du village de Diobakane (Sénégal) et aide au développement de ceux-ci ». D'abord construite sur un système pyramidal gérée par un président, un trésorier et un secrétaire, son fonctionnement prend par la suite une forme davantage horizontale et se met à fonctionner sur une base collégiale. Il n'existe donc plus de président, de trésorier, ni de secrétaire, sinon des membres du collège, au nombre de deux. Il s'agit de Paul et Anna.

Du désir de freiner les demandes de financement de la part de certains villageois envers FIER, tandis que le nombre de départs du village continuait à augmenter, FIER devient AmDiobaka.

La forme ainsi que l'orientation générale d'AmDiobaka sont définies par deux hommes essentiellement : Paul, président fondateur de l'association et Léou, gérant du site de Ladioba. Sur place, Léou mène l'équipe des jeunes. Trentenaire, il est né et a grandi à Diobakane. Il fait partie d'une grande famille maraboutique reconnue du village. Son père de son vivant, le destinait à prendre sa relève. Léou est marié à Ndella, une jeune femme du village née à Bnawé (village voisin de Diobakane). Ensemble, ils ont deux filles en bas âge. Léou fait partie de FIER depuis son lancement. D'abord guide touristique pour l'association, il devient dans les années 2010, le responsable et le propriétaire de Ladioba et s'installe sur le site. Il vient tout juste de rentrer d'une année au Maroc où il a obtenu son diplôme universitaire de master 2 en communication, ainsi que d'un séjour en Égypte. Là-bas, il suivait en tant qu'interprète, un groupe de musiciens qui devait faire une tournée de musique dans plusieurs pays d'Europe. Celle-ci n'a finalement pas eu lieu. Il maîtrise plusieurs langues : français, arabe, manding et wolof.

Paul, à son retour en France après un voyage en Afrique de l'Ouest (Mauritanie, Sénégal), crée FIER (1999) et devient son président. En parallèle, il soutient Léou qui est alors au collège en devenant son tuteur¹⁵. Il est né et a grandi en France où il vit actuellement. Quarantenaire, il est père de deux adolescents. Il exerce successivement différentes activités : vendeur en magasin, conseiller à l'emploi et depuis plusieurs années, salarié dans un magasin alimentaire

¹²« Une association loi 1901 est une convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun, d'une façon permanente, leurs connaissances ou leur activité, dans un but autre que de partager des bénéfices » <https://www.carenews.com/carenews-pro/news/qu-est-ce-qu-une-association-loi-1901-0>.

¹³Cette « maison des jeunes » a pour objectif la création de divers espaces tels que : une salle informatique, un espace consacré à des concerts de musique, un centre de formation, un atelier de couture et un atelier de menuiserie.

¹⁴Espace spécialisé en revues.

¹⁵Un tuteur est une personne qui prend en charge un élève pour le suivre dans sa scolarité et ses études. L'élève vit généralement chez lui, mais pas systématiquement.

biologique. Il est engagé dans plusieurs associations à but humanitaire et donne régulièrement des formations de permaculture en France.

Entrée par l'associatif : stratégies mises en œuvre impliquant la population locale

Sur place vivent sept jeunes. Cinq sont nés ou ont grandi dans le village et deux ont grandi en Gambie. Le terrain dispose de trois puits dont deux sont fonctionnels et l'un est raccordé à un système de pompe souterraine, qui servent à l'arrosage des jardins, à la consommation et aux douches. Ladioba a une capacité d'accueil de vingt-sept lits, répartis dans quatre bâtiments en dur. Une boulangerie où sont formés deux jeunes fournit du pain à l'association et à une partie des villageois. Quatre jardins et une pépinière sont essentiellement entretenus quotidiennement par trois jeunes et un homme plus âgé, bien que dans les discours des enquêtés « tout le monde participe ». En parallèle d'AmDiobaka, un GIE est créé (Groupement d'intérêt économique)¹⁶. L'objectif est de « faciliter le développement économique d'entreprises par la mutualisation de ressources, matérielles ou humaines »¹⁷. À partir de 2004, FIER oriente ses activités autour du tourisme. Dès lors, elle accueille des visiteurs essentiellement venus d'Europe de l'Ouest. Depuis 2006¹⁸, elle engage ses actions pour limiter les départs du village, accueillir ceux de retour d'exode et ceux dits en « échec scolaire ». Dès 2017, l'association engage des actions autour de nouveaux objectifs : faire de la permaculture afin d'atteindre une « autonomie alimentaire, financière et sociale ». Cette activité est investie comme action principale pour limiter le phénomène d'émigration, conçue comme une réelle « réponse à l'exode » des jeunes. Des espaces maraîchers sont créés, des formations de permaculture organisées. Les voyageurs participent à la fois aux actions de « développement » et à la permaculture. Sur place, les jeunes sont logés et nourris en échange de l'entretien du site et de l'accueil des voyageurs : jardinage, élevage¹⁹, cuisine, ménage, courses, constructions de bâtiments.²⁰

Des difficultés d'accès à l'autonomie alimentaire

L'arrosage, « le nerf de la permaculture » ?

L'observation d'un maigre rendement via l'activité permacole, combiné à une faible participation des jeunes, vient questionner la place de ces derniers au sein du projet. Des causes peuvent expliquer les difficultés que rencontre l'association. L'arrosage est l'une des tâches qui mobilise le plus les jeunes dans leur quotidien. Nombre d'entre eux l'évoquent comme cause de certains problèmes dans les jardins. Réalisé une à deux fois par jour durant plusieurs heures, l'arrosage dépend de l'implantation des puits et des jardins, ainsi que du matériel à disposition. L'eau est prélevée de deux manières : par un système de poulie qui permet de l'extraire manuellement de l'intérieur de deux puits, et par un système de forage, qui fonctionne à partir d'une pompe et d'un groupe électrogène alimenté par de l'essence. Les jardins sont arrosés à l'aide d'arrosoirs et de sceaux dont l'eau est prélevée majoritairement depuis les deux puits manuels. Un tuyau d'arrosage est raccordé à différents robinets installés sur le site. Ils dépendent de l'extraction d'eau par la pompe. Cette eau sert essentiellement à la consommation et aux douches. Les robinets sont pour cela peu employés pour l'arrosage, à la demande de Léou. Les jardins sont parfois éloignés des puits de plusieurs centaines de mètres (comme nous venons de le voir avec le jardin d'Elimane) ce qui n'est pas pour faciliter les arrosages (bi)quotidiens.

¹⁶Il est défini juridiquement comme suit : « Groupement de personnes physiques ou morales (au minimum deux).

¹⁷<https://www.economie.gouv.fr/entreprises/groupement-interet-economique-gie#>

¹⁸Cette date n'est pas anodine, puisqu'elle correspond à une conjoncture de crise économique au Sénégal et dans d'autres parties du globe, de retour de l'épidémie de choléra, de l'augmentation du prix du riz et du nombre de départs en pirogue. Le premier jeune a avoir tenté de prendre la route de l'immigration irrégulière.

¹⁹Poules, canards, lapins, oiseaux, chiens, singe.

²⁰Maisons en dur et en paille, boulangerie, clôtures, puits, bassins d'eau, poulailler.

Photo 1:- Une plantation de Manioc.



Source: Enquête de terrain, Janvier 2021.

Photo 2: Le puits principal. Historiquement, premier puits construit à Ladioba (1999).



Source: Enquête de terrain, Juillet 2021.

Plusieurs enquêtés se plaignent auprès de nous que les autres jeunes ne feraient pas leur part dans l'arrosage. Souleymane me dit qu'il a arrosé des buttes de permaculture et planté des légumes dans la journée. Il précise que les

autres quant à eux, n'arrosent pas. Il fait une corrélation entre l'absence de Toubab (Blanc) à l'association et la moindre implication dans le travail collectif. Tamba nous dit que l'arrosage n'est pas assez constant. C'est selon lui, la raison pour laquelle à Ladioba on ne mangerait pas ce qui est cultivé. Il avait planté des oignons qui durant son absence (deux semaines) avaient séché sur pied. Le troisième jardin présenté plus haut, est arrosé par El Hadj avec l'aide d'une jeune femme en workaway venue pendant trois mois. Celle-ci l'arrose le matin essentiellement. Lui, arrose le soir. Elle met fin à cette tâche au bout de quelques semaines et le jeune ne poursuit pas. Il n'y a pas non plus de relève de la part d'autres enquêtés. Les plantations se mettent à sécher et il n'y a pas de récolte. Lorsque nous évoquons au cours d'un entretien informel ce jardin avec El Hadj, celui-ci nous explique avoir terminé de récolter ce qu'il avait fait pousser. Au cours d'un autre entretien, formel cette fois-ci, il nous dit ne rien avoir récolté. Nous constatons dans le « jardin de Fall », que de nombreux végétaux sont morts. Fall nous explique que lorsqu'il s'est absenté de Ladioba pendant deux jours, le jardin n'avait pas été arrosé. Il nous dit que s'il ne demande pas aux autres jeunes de le faire, ceux-là ne le font pas. Pourtant, Fall nous dit leur avoir fait la demande. Plusieurs enquêtés nous expriment ne pas solliciter d'autres jeunes, par peur de gêner, ou encore par crainte qu'ils pensent du mal d'eux. Il est difficile également pour certains de dire à un autre jeune qu'il ne fournit pas assez de travail. Tamba explique qu'il faut éviter de « faire honte » à quelqu'un devant tout le monde. La nouvelle organisation des jardins individualisés a ses limites que nous venons de présenter. La communication entre les enquêtés fait défaut afin de maintenir un arrosage constant des plantations. L'abandon des jardins a été observé à plusieurs reprises.

Le maraîchage : activité non lucrative et répartition genrée du travail

Dans quelle mesure la répartition genrée du travail en vigueur à Diobakane se retrouve-t-elle au niveau de l'investissement dans les jardins ? L'hypothèse que nous avançons est la suivante : l'une des limites de l'investissement de la permaculture à Ladioba est en partie liée au fait que le maraîchage est une activité qui incombe davantage aux femmes qu'aux hommes à Diobakane, et plus largement, dans la société sénégalaise. La sociologue Fatou Sow dont des recherches portent sur les questions de genre en Afrique, nous apprend que : « Comme toutes les paysannes du monde, les paysannes africaines participent activement aux activités agricoles. Elles en arrivent à représenter entre 60 et 80 % de la force de production agricole, sinon plus, en raison de leurs charges dans les cultures vivrières. L'exemple devenu classique au Sénégal de la riziculture, production dominante du monde casamançais où les femmes ont le rôle principal, l'illustre bien. Dans la polyculture de Basse-Casamance (riz, mil, arachide, maïs), la culture du riz joue un rôle très important tant sur le plan économique que religieux. En dehors du labour des rizières réservé aux hommes, la femme s'occupe de toutes les autres tâches : préparation chimique du sol, semis et repiquage » (Sow, 1987).

En l'absence des femmes à Ladioba ce sont les hommes qui réalisent cette activité. Mais, d'après les observations que nous avons pu faire, nous constatons une faiblesse d'entretien des jardins sur le long terme et chez certains jeunes.

Photo 3: L'un des nouveaux jardins.
Source: Enquête de terrain, Avril 2021.



La question de l'absence d'argent générée par la permaculture revient souvent dans les discours des candidats au

départ. Ces derniers mettent en avant cette réalité à plusieurs reprises afin de justifier leur envie d'aller en Europe. Régulièrement, les jeunes pratiquent une autre activité à côté de celles de Ladioba, leur apportant un peu d'argent : Elimane réalise des travaux de manuel, plusieurs effectuent ponctuellement des travaux dans les champs pour des habitants du village (payés entre 2000 et 5000FCFA, soit entre 3,10 et 7,75€ pour l'équivalent d'une demi-journée); Souleymane, Solal, Basse, Adama et Cissé, font du transport de personnes en jakarta (payé environ 3000FCFA, soit 4,65€). Lorsque nous arrivons sur le terrain, Basse et Adama sont jakartaman (conducteur de moto jakarta) depuis un peu plus d'une année. Peu de temps après, Solal et Cissé se lancent dedans également, grâce à des motos achetées par Léou.

Le site d'AmDiobaka fonctionne comme un lieu d'accueil des jeunes de Diobakane essentiellement, permettant d'alléger les charges financières des familles. Des achats destinés aux jeunes sont financés par l'intermédiaire de Léou : téléphones portables, forfaits téléphoniques et internet, jakarta (motos), cigarettes, habits de cérémonie, parfois frais médicaux des familles, etc. Léou occupe la place d'aîné dans la hiérarchie sociale puisqu'il est le plus âgé des hommes. Etant donné sa double posture de responsable et d'aîné, il tient un rôle central auprès d'eux et se substitue d'une certaine manière à la figure paternelle. Il serait intéressant de comprendre les motivations des jeunes à s'impliquer dans un tel projet autre que pour la permaculture et de connaître de manière sous-jacente, les raisons qui les amène à désirer vivre sur le lieu de l'association.

Conclusion

Quelque six mois après la fin de notre terrain, un événement vient contredire l'une des hypothèses que nous avons concernant le rôle des mères auprès des fils dans les migrations irrégulières à savoir : le droit d'aînesse n'est pas gage de retenue des fils comme nous le soumettions à l'analyse. En effet, au début de l'année 2022, alors que nous étions encore en pleine écriture, la presque totalité des jeunes de Ladioba ont embarqué à bord d'une pirogue au large de Fiarang, le dernier village avant l'océan, derrière Diobakane. Ils ont finalement rejoint la plage, lorsque quelques mètres après leur départ, celle-ci se remplissait déjà d'eau. L'objectif d'autonomie financière et sociale comme élément fondateur d'AmDiobaka, soulève des questionnements qui pourraient faire l'objet de prochaines investigations, à savoir : comment un dispositif ayant engendré des dépendances financières depuis sa création, soit deux décennies, peut-il tendre vers l'autonomie aujourd'hui ? Quelles sont les motivations de certains acteurs associatifs en vue d'un tel projet ? Il s'agira d'interroger la place d'associations françaises à but humanitaire et de développement implantées dans différentes localités du Sénégal dans les facteurs d'exode et, à une échelle plus large, de questionner le rôle qu'elles jouent en Afrique de l'Ouest aujourd'hui.

Bibliographie

1. Ba Abdoulaye Alassane & Ngom Abdoulaye, « Émigration clandestine des pêcheurs artisanaux de Saint-Louis du Sénégal sur fond de pandémie de Covid-19 », *Mélanges philosophiques*, 2022, Vol 6, pp.15-3
2. Diome Fatou, *Le ventre de l'Atlantique*, Paris, Édition Anne Carrère, 2003.
3. Flahaux Marie-Laurence ; Beauchemin, Cris ; Schoumaker, Bruno in Cris Beauchemin et al., « Migrations africaines : le codéveloppement en question ». Armand Colin | « Recherches » 2013 | pp.91-126.
4. Heurtault Jeanne. « L'exode de jeunes sénégalais vers l'Europe. Une ethnographie en Casamance. » *Compte-rendu de recherche pour l'association AmDiobaka*, 2022.
5. Lessault David, Flahaux Marie-Laurence. « Regards statistiques sur l'histoire de l'émigration internationale au Sénégal », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, Vol. 29 - n°4 | 2013. pp. 59-88.
6. Mondain Nathalie ; Diagne, Alioune ; Randall, Sara « Migration et responsabilités intergénérationnelles : implications pour la transition à l'âge adulte des jeunes migrants sénégalais », Muriel Gomez-Perez éd., *L'Afrique des générations. Entre tensions et négociations*. Karthala, 2012, pp. 259-297.
7. Ndiaye Mandiogou et Robin, Nelly. « Les migrations internationales en Afrique de l'Ouest », *Hommes & migrations*, 1286-1287 | 2010, pp. 48-61.
8. Ngom Abdoulaye, « Les tentatives d'émigration par la mer de jeunes Sénégalais de Casamance », *Revue des sciences sociales*, Vol 57, 2017, pp.152-159.
9. Ngom Abdoulaye. « Les damnés de la mer : les candidats à la migration au départ de la Casamance », *Journal des anthropologues*, 2018, n°154-155, pp.285-304.
10. Ngom Abdoulaye, *Migration clandestine sénégalaise vers l'Europe : enjeux, déterminants et perspectives*, Paris, Harmattan, Questions contemporaines, 2020.
11. Salomon Christine, *Le prix de l'inaccessible, L'Homme*. 203-204 | 2012.
https://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/émigration_rural/50492.
<https://www.iom.int/fr/termes-cles-de-la-migration>.